

date de 100 ans. Et la comédie canadienne continue, puisque la majorité parlementaire en est satisfaite.

Le présent budget ressemble donc à tous les autres par l'imposition de nouvelles taxes frappant les plus faibles. Si l'on étudie les exposés budgétaires présentés depuis que le présent gouvernement est au pouvoir, on constate une augmentation successive de taxes qui sont déduites de la paie de nos pères de famille et qui réduisent le pouvoir d'achat. Certains objecteront que la population ne cesse d'exiger des services de l'État, mais le gouvernement donne suite à ces nombreuses demandes en imposant des taxes, des surtaxes et des triples taxes, car les fervents de la méthode actuelle de taxation se basent sur le principe que le gouvernement ne donne rien pour rien.

Certains vont jusqu'à dire que le gouvernement ne crée rien, et pourtant il y a quelque chose qui se crée ici, au Canada. Au fait, les banques à charte créent du crédit monétaire. Qui donc leur a donné le pouvoir de manipuler, de multiplier leur avoir 14 fois, c'est-à-dire de créer de toutes pièces, d'un trait de plume, des crédits nouveaux qui ne leur coûtent rien mais sur lesquels les gouvernements provinciaux et fédéral paieront 7, 8 et peut-être 10 p. 100 d'intérêt, puisqu'on a supprimé le plafond sur l'intérêt bancaire?

Seul le gouvernement fédéral a pu accorder aux banques à charte le privilège de se substituer à l'État. C'est donc dire que seul le Parlement possédait ce pouvoir de création. Alors, pourquoi le gouvernement actuel, par son agence, la Banque du Canada, ne reprendrait-il pas ses pouvoirs, en remettant à la Banque du Canada le droit exclusif de création qu'il a concédé aux banques à charte? Ce faisant, le gouvernement ferait d'une pierre deux coups, puisqu'en plus d'innover véritablement, il récupérerait l'outil qui lui permettrait vraiment de «contrôler» son économie.

• (8.30 p.m.)

Ainsi, chaque année, le Canada, par l'intermédiaire de la Banque du Canada, serait en mesure de capter et d'administrer les plus-values du pays ou les crédits nouveaux qu'il pourrait multiplier, lui aussi, 14 fois, si nécessaire, comme le font actuellement les banques à charte.

Je crois qu'il serait temps, pour le ministre des Finances, de commencer à puiser l'argent là où il est, quand il est obligé d'imposer une taxe, c'est-à-dire aller le chercher chez ceux qui exploitent le pays. On ne cesse de nous répéter que le Canada est le deuxième pays le plus riche au monde et le ministre lui-même nous le faisait remarquer dans son exposé du

22 octobre, comme l'atteste la page 1678 du hansard, et je cite:

Notre effectif ouvrier augmente plus rapidement que celui de tout autre pays industriel. En outre, il est de mieux en mieux formé et préparé à occuper des emplois modernes.

Nos ressources naturelles sont l'objet d'envie de pays étrangers et le fondement d'une bonne partie de notre industrie et de notre richesse. Nous avons une puissance industrielle considérable qui est maintenant en grande partie relativement moderne et dont une faible proportion est sérieusement excédentaire.

Bien que nous soyons le peuple le plus riche et le mieux pourvu en ressources naturelles, monsieur l'Orateur, nous constatons par ailleurs que nous sommes le peuple le plus endetté au monde, parce que les étrangers «contrôlent» près de 80 p. 100 de notre économie.

C'est pour cette raison que le ministre dit, comme en fait foi la page 1679 du hansard:

Toutefois, nous sommes aux prises avec de graves problèmes pour ce qui est d'orienter, de diriger et de financer notre progrès et notre expansion économique. Tant dans le domaine public que privé de nos activités, ces tâches vont exiger les meilleurs talents et le travail le plus efficace que les Canadiens peuvent y consacrer.

De grands progrès économiques nous sont promis, mais seulement si nous gérons bien nos affaires.

Je crois qu'au moment où le ministre prononçait ces paroles, il était convaincu que la grande difficulté à laquelle le Canada se heurte présentement, c'est que son économie ne lui appartient pas.

Au fait, elle appartient aux capitaux étrangers, dont nous ne sommes que les serveurs. Voilà, monsieur le président, une image pas très rassurante pour les administrateurs actuels, ni très honorable pour leurs prédécesseurs.

Quant à nous, du Ralliement créditiste, nous disons que le Canada est assez riche, s'il effectue une réforme fiscale et monétaire logique, pour faire vivre sa population honorablement et qu'un gouvernement canadien peut sainement et logiquement administrer le pays sans taxer comme on le fait aujourd'hui.

Le gouvernement actuel dit que c'est impossible et le peuple lui a donné raison le 25 juin. Nous acceptons le verdict, mais nous suggérons aujourd'hui au gouvernement que même en vertu de son régime de taxation, il ferait preuve de logique élémentaire en taxant d'abord ceux qui peuvent payer des taxes ou encore ceux qui ont été le plus favorisés.

A titre d'exemple, je dirai que le gouvernement devrait exiger que les banques à charte dévoilent toutes leurs réserves cachées—lesquelles se chiffrent à plus d'un milliard de dollars—sur lesquelles elles n'ont jamais payé un sou d'impôt. Tout cela s'est fait avec la bénédiction des gouvernements précédents et